

OPTION CONSOMMATEURS

rapport annuel du 1er avril 2006 au 31 mars 2007



 option
consommateurs

Pour nous joindre

Téléphone: (514) 598-7288

Télécopieur: (514) 598-8511

Courriel: info@option-consommateurs.org

Site Web: www.option-consommateurs.org

Adresse: 2120, rue Sherbrooke Est, bureau 604
Montréal (Québec) H2K 1C3

Graphisme: Concept espace Fine

Table des matières

Le mot du président du conseil d'administration	2
Le mot du directeur général	3
Qui sommes-nous?	4
Où allons-nous?	4
Faits saillants	5
Nos principales réalisations	6
L'équipe	9
États financiers	10

Nos partenaires

Agence de la consommation en matière financière
du Canada

Agence de l'efficacité énergétique

Autorité des marchés financiers

Bureau de la consommation, Industrie Canada

Centraide

Commissariat à la vie privée du Canada

Éditions Protégez-Vous

Fédération des caisses populaires Desjardins

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Office de la protection du consommateur

Office municipal d'habitation Kativik

Santé Canada

Secrétariat à l'action communautaire autonome
et aux initiatives sociales

Secrétariat national à l'alphabétisation

OPTION CONSOMMATEURS

rapport annuel du 1er avril 2006 au 31 mars 2007



 option
consommateurs

Le mot du président du conseil d'administration

Chers membres et partenaires,

Promouvoir, défendre et veiller au respect des droits et des intérêts des consommateurs, telle est la mission fondamentale qu'Option consommateurs a soutenue et placée au centre de sa récente planification stratégique 2007-2011. Plus qu'une mission, c'est une vision commune et pragmatique que nous nous sommes donnée et qui orientera notre action durant les cinq prochaines années. C'est également l'aboutissement d'un travail de longue haleine porté par les employés, le comité de direction et le conseil d'administration. Mais c'est surtout le fruit d'une nécessaire réflexion sur nos valeurs, notre fonctionnement et notre positionnement pour mieux cibler nos engagements.



En somme, Option consommateurs prend les moyens de demeurer pour les années à venir un acteur incontournable en matière de consommation, afin d'équilibrer le rapport de force entre les consommateurs, les entreprises et les gouvernements en place.

Une tâche formidable a été accomplie par l'équipe cette année. Et je remercie à l'avance tous les consommateurs, qui sont prêts à nous soutenir dans nos dossiers et nos projets de développement.

Yves Munn

Le mot du directeur général

L'année 2006-2007 a permis à Option consommateurs de réactualiser ses politiques à l'interne et d'élaborer une planification stratégique qui orientera ses actions pour les prochaines années. Je tiens d'ailleurs à remercier les membres du conseil d'administration ainsi que son président, M. Yves Munn, qui nous ont soutenu tout au long de cet exercice. Parallèlement, Option consommateurs a été très active au cours de la dernière année. La compétence et le dynamisme de notre équipe nous ont permis de siéger à de nombreux comités et d'accumuler les réalisations, dont plusieurs participations aux commissions parlementaires et le règlement de recours collectifs, notamment celui contre Household Finance Corporation où plus de 3 millions de dollars ont été accordés aux consommateurs. Cette décision est la plus importante condamnation en dommages punitifs jamais obtenue au Québec. Nous avons également encouragé les consommateurs à faire connaître leur mécontentement au sujet des frais de services du Mouvement Desjardins, ce qui a permis de faire renaître la Table de rencontre avec les associations de consommateurs. Ce résultat témoigne de l'importance que peuvent avoir des membres qui nous soutiennent.

Outre ces belles réalisations, l'organisme a fait la manchette à de nombreuses reprises en effectuant plus de 500 interventions dans les médias, ce qui a informé le public sur nos prises de position concernant des dossiers importants, tels que l'étiquetage obligatoire des OGM, l'augmentation des tarifs d'Hydro-Québec et les frais bancaires.

Tout porte à croire qu'il reste encore beaucoup de travail à abattre. D'une part, les citoyens ont présentement atteint un taux d'endettement jamais connu, ce qui fragilise bien des ménages. À cela s'ajoute, entre autres, une hausse des tarifs bancaires, des tarifs de l'électricité et des tarifs des transports en commun qui appauvrit les plus démunis. Parallèlement, les citoyens sont exposés à de nouveaux modes de consommation qui ne sont toujours pas encadrés par des réglementations. Par exemple, les développements technologiques ont engendré des façons inusitées de faire des affaires, dont les transactions bancaires par Internet. L'univers de la consommation étant en mouvance constante, il est indispensable de bien outiller les citoyens et de faire pression auprès des gouvernements pour qu'ils adoptent les lois adéquates.

J'espère que la lecture de ce rapport vous permettra de mesurer l'importance d'une association comme la nôtre. Une association enthousiaste et professionnelle, déterminée à défendre et à promouvoir les droits et les intérêts des consommateurs.



Michel Arnold

Qui sommes-nous ?

Option consommateurs est une association sans but lucratif qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts des consommateurs et de veiller à ce qu'ils soient respectés.

Nos services

Option consommateurs offre de nombreux services à une clientèle variée.

Nous aidons les consommateurs...

- à connaître leurs droits et à les faire respecter
- à faire leur budget
- à négocier avec les entreprises de services publics
- à avoir accès à des petits prêts à la consommation
- à préparer leur logement pour l'hiver

Nous les informons...

- en accordant plusieurs entrevues dans les médias écrits et électroniques
- en participant à des conférences
- en donnant des séances d'information
- en réalisant divers guides, dont le guide *Jouets* du magazine *Protégez-Vous*
- en rédigeant de nombreux articles pour plusieurs magazines québécois
- en offrant, sur notre site Web, une foule de renseignements

Nous défendons leurs intérêts...

- en alertant l'opinion publique
- en entreprenant des recours collectifs
- en réalisant des rapports de recherche et des mémoires
- en faisant des interventions en commissions parlementaires
- en participant à différents comités

L'avenir...

Afin d'accroître son influence et d'obtenir davantage de résultats pour la population, Option consommateurs s'est dotée d'un plan stratégique couvrant la période de 2007-2011. En voici les grandes lignes.

- Voir à obtenir un soutien plus grand des consommateurs. Nous nous proposons de mettre au point des stratégies en vue d'augmenter le nombre de nos membres.
- Accorder priorité à l'action collective aux plans provincial et national; nous prévoyons, entre autres, ouvrir un bureau à Ottawa avant la fin de l'année 2007.
- Accroître notre visibilité et notre influence. Nous voulons, par exemple, être plus présents dans les médias et participer à divers comités de travail dans les domaines jugés prioritaires.
- Développer des partenariats efficaces et stratégiques.

Nos objectifs

Pour réaliser notre mission, nous poursuivons trois objectifs.

- Promouvoir une vision socioéconomique respectueuse des droits et des intérêts des consommateurs.
- Renforcer le pouvoir des consommateurs et favoriser leur autonomie en les aidant, en les informant et en les représentant auprès des décideurs.
- Promouvoir des règles juridiques et contractuelles équitables dans les relations entre les consommateurs et les entreprises, et nous assurer de leur mise en œuvre ainsi que de leur respect.

Nos principaux dossiers sont :

- l'énergie
- l'agroalimentaire et la santé
- les services financiers
- la vie privée
- les pratiques commerciales

Faits saillants

En 2006-2007 :

- Option consommateurs, par son Service juridique et son Service budgétaire, est venue en aide à plus de 8000 consommateurs.
- Plus de 500 000 consommateurs ont pris connaissance du guide *Jouets* réalisé par notre Service d'agence de presse en collaboration avec le magazine *Protégez-Vous*, et ont ainsi pu faire des achats éclairés pour la période des Fêtes et tout au long de l'année.
- Nos interventions devant la Régie de l'énergie, de même que celles d'autres groupes, ont permis notamment de diminuer la hausse de tarifs demandée par Hydro-Québec de 2,8 % à 1,9%.
- Nous avons publié un guide intitulé *Les produits d'entretien chimiques ne sont pas sans tache*. Plus de 129 500 exemplaires ont été distribués sous forme d'encart dans le magazine *Protégez-Vous*.
- Nous sommes actuellement engagée dans 24 recours collectifs. Plus de 3000 personnes ont répondu à nos appels concernant ces divers recours.
- Dans le cadre de notre programme d'intervention en efficacité énergétique, nous avons fait près de 700 visites chez des ménages à revenu modeste afin de leurs permettre de réduire leurs factures d'électricité et de chauffage.
- Les consommateurs profitent directement de la participation d'Option consommateurs à une vingtaine de comités de travail et à cinq conseils d'administration d'organismes publics et privés (dont la Régie du bâtiment et Éducaloi).
- Nous avons tissé des liens plus étroits avec nos membres grâce à notre nouveau site Internet ainsi que notre bulletin d'information *De nous à vous*.
- Nous avons accordé plus de 500 entrevues dans les médias écrits et électroniques.

Nos principales réalisations en 2006-2007

Le Service de recherche et de représentation



En plus d'effectuer de nombreuses recherches, nous avons défendu les intérêts des consommateurs auprès des deux ordres de gouvernement, de différents organismes et entreprises privées dans les domaines de l'agroalimentaire et de la santé, de l'énergie, des services financiers, de la protection des renseignements personnels et des pratiques commerciales en général. En voici un aperçu.

Agroalimentaire et santé

- Nous avons été nommée membre du Conseil des appellations réservées et des termes valorisants du Québec.
- Nous avons poursuivi notre travail de concertation en matière de sécurité alimentaire, en collaboration avec de nombreux partenaires communautaires québécois.
- Nous nous sommes intéressée aux impacts potentiels sur la santé des produits d'entretien chimiques et les pesticides utilisés dans la maison.
- Nous avons poursuivi notre participation au conseil d'administration du Conseil des appellations agroalimentaires du Québec (CAAQ) et de la Table filière biologique du Québec.
- Nous sommes devenue membre du conseil d'administration de la Canadian Organic Growers.
- Nous avons poursuivi notre représentation au sein du comité conseiller à la Direction générale des produits de santé naturels (Santé Canada).
- Nous avons participé à l'élaboration d'une réglementation canadienne en matière d'agriculture biologique.
- Nous avons participé à une rencontre de consultation sur le plan du renouveau, à la demande de la Direction générale des produits de santé et des aliments, en présence du sous-ministre adjoint, M. Neil Yates.

Énergie

- Nous avons défendu les intérêts des consommateurs à la Régie de l'énergie, notamment dans le cadre de la demande de hausse tarifaire d'Hydro-Québec, de la politique en efficacité énergétique d'Hydro-Québec, de Gaz Métro et de Gazifère (Outaouais). Nous l'avons également fait dans le cadre de demandes de modification aux conditions de service de ces entreprises.

- Nous avons fait part de certaines préoccupations à la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi 52 sur la mise en œuvre de la stratégie énergétique du Québec.
- Nous avons réalisé de nombreuses interventions médiatiques afin de commenter et d'informer la population des enjeux soulevés dans l'actualité, notamment concernant les tarifs de l'énergie.

Services financiers

- Nous sommes intervenue en commission parlementaire devant le comité permanent des finances afin de demander l'abolition des frais de commodité perçus par les institutions financières lors des transactions aux guichets automatiques.
- À l'intérieur de l'Initiative canadienne en consommation (ICC), qui regroupe six associations de consommateurs, nous sommes intervenue en commission sénatoriale sur la question des frais bancaires et dans le cadre de la modification de la Loi sur les banques.
- Nous avons encouragé les consommateurs à faire connaître leur mécontentement au sujet des frais de service du Mouvement Desjardins, ce qui a notamment permis de faire renaître la Table de rencontre avec les associations de consommateurs.

Pratiques commerciales

- Nous sommes intervenue, en commission parlementaire, à titre de membre de la Coalition pour la protection des voyageurs, afin de présenter nos commentaires concernant le projet de loi C-11 sur le transport.
- Nous avons accueilli favorablement l'adoption, en décembre dernier, du projet de loi visant à moderniser la Loi sur la protection du consommateur et estimons qu'il tient compte de l'évolution des pratiques commerciales. Cependant, nous croyons que ce projet de loi constitue une première étape en vue d'actualiser la Loi sur la protection du consommateur. En effet, il faut selon nous poursuivre le travail afin, par exemple, de mieux encadrer les nouvelles formes de crédit.

Recherche

Cette année, nous avons réalisé six recherches subventionnées par le Bureau de la consommation d'Industrie Canada. Nous nous sommes penchée sur des sujets aussi divers que l'accessibilité aux services financiers pour les populations du Grand Nord et des Territoires du Nord-Ouest, la compréhension qu'ont les personnes faiblement alphabétisées des tableaux de valeur nutritive et du *Guide alimentaire*, les jeunes et les entreprises de téléphonie cellulaire, l'assurance juridique, l'arbitrage collectif et les règlements coupons (à l'aide d'un bon d'achat) en matière de recours collectif.

Le Service juridique

Le Service juridique répond aux demandes d'information relatives à la consommation, traite les plaintes des consommateurs et veille à la bonne marche des recours collectifs entrepris par l'association.



Demandes d'information et plaintes

Option consommateurs offre à la population un service d'information téléphonique sur divers sujets. Cette année, le Service juridique a traité principalement des demandes portant sur les recours collectifs de l'association, les pratiques commerciales, les institutions financières, les contrats de téléphonie cellulaire, la protection de la vie privée et les assurances.

Option consommateurs a reçu et traité 2000 demandes d'information et plaintes.

Ces appels nous permettent de connaître les préoccupations des consommateurs et d'orienter nos actions en conséquence.

Recours collectifs

Option consommateurs est actuellement engagée dans 24 recours collectifs. Nous avons répondu à plus de 3000 appels à propos de ces recours, et de très nombreux consommateurs ont collaboré en remplissant les questionnaires en ligne sur notre site Internet.

Cette année, nous avons entrepris un recours collectif contre Dell Computer concernant des défauts de fabrication de l'ordinateur portable Dell Inspiron 5150. L'entreprise est poursuivie parce qu'elle n'a pas respecté la garantie légale prévue par la Loi sur la protection du consommateur, obligeant ainsi des milliers de consommateurs à déboursier eux-mêmes les frais de réparation engendrés par ces défauts.

Par ailleurs, la Cour supérieure nous a autorisée à exercer trois recours collectifs opposant les consommateurs québécois aux grandes banques et à la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Les recours collectifs visent les trois pratiques commerciales suivantes : l'imposition de frais de crédit aux consommateurs détenteurs de cartes de crédit, sans qu'on leur accorde le délai de grâce de 21 jours

pour payer le solde mensuel desdites cartes; la facturation de frais illégaux et abusifs pour le dépassement des limites de crédit; enfin, la demande illégale de frais fixes pour des avances de fonds.

De plus, la Cour supérieure nous a autorisée à exercer un recours collectif contre la Banque Royale, à la suite d'un problème informatique survenu en 2004. Lors de cet événement, des milliers de consommateurs n'ont pas pu, par exemple, payer leurs comptes ou effectuer des transactions.

En outre, une entente est intervenue entre l'APA, Option consommateurs, Garantie Universelle et d'autres parties afin de mettre fin au litige qui les opposait. Une somme d'environ 575 000 dollars a été constituée pour indemniser les consommateurs admissibles. Enfin, la Cour d'appel a condamné Household Finance Corporation (HFC) à rembourser plus de 3 millions de dollars aux consommateurs québécois. Cette entreprise émettait des cartes de crédit aux clients de certains commerçants de meubles, d'appareils électroménagers et d'appareils électriques.

Le Service d'agence de presse

Nous avons à cœur de bien informer la population. À cette fin, le Service d'agence de presse a réalisé des outils de communication variés.

- Des guides sur des sujets d'intérêt public, tels *Les produits d'entretien chimiques ne sont pas sans tache* et la révision du répertoire *Produits de santé naturels et médicaments : un mélange parfois risqué*.
- Des chroniques et des guides d'achat pour des magazines, notamment *DécorMag*, *Coup de pouce* et *Le Lundi*.
- Un guide destiné aux personnes faiblement alphabétisées, soit *Coup d'œil sur les services financiers de base*, qui répond à toutes les questions que l'on peut se poser lorsqu'on fait affaire avec une banque ou une caisse.
- Le bulletin *De nous à vous*, qui a pour but de tenir nos membres au courant de ce que nous faisons.
- Le guide *Jouets*, publié par Les Éditions Protégez-Vous. Un incontournable pour les parents et les grands-parents qui se demandent quoi offrir à Noël et tout au long de l'année.

Afin d'enrichir notre lien avec nos membres et le grand public, nous avons cette année grandement amélioré notre site Internet. Selon nous, il s'agit là du meilleur véhicule pour relater nos enquêtes et publier nos dossiers ainsi que nos articles de fond.



Le Service budgétaire

Le Service budgétaire réalise des consultations budgétaires, répond aux demandes d'information relatives au budget, au crédit, à l'endettement et à l'accès aux services financiers. De plus, il accompagne les consommateurs dans la négociation d'ententes de paiement avec les entreprises de services publics (Hydro-Québec, Gaz Métropolitain, Bell Canada). Il offre aussi des séances d'information sur le budget, le crédit et l'endettement, les droits des consommateurs et la gestion du projet *Prêt du quartier*, réalisé en collaboration avec des organismes communautaires des quartiers centraux de Montréal, grâce au soutien de Centraide et du Mouvement Desjardins. Enfin, il s'occupe du Volet jeunesse qui vise à aider les jeunes de 13 à 25 ans à devenir des consommateurs avertis. En 2006-2007 :

- Nous avons réalisé près de 200 consultations budgétaires.
- Nous avons répondu à plus de 370 demandes d'information budgétaire par téléphone.
- Nous avons donné près de 80 séances d'information dans la région métropolitaine.
- En vertu d'une entente avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal de Kativik, dans le Nord québécois, nous avons offert des séances d'information ainsi que des consultations budgétaires individuelles dans trois villages du Nunavik, soit Puvirnituk, Salluit et Kuujuaq.
- Nous avons accordé 30 prêts de 470 \$ en moyenne par l'intermédiaire du projet *Prêt du quartier*.

Volet jeunesse

- Nous avons amorcé le projet *Argent 101* qui se propose d'informer les cégépiens des principes d'une saine gestion financière et à vulgariser les lois entourant la protection des consommateurs.
- Nous avons procédé au lancement d'un DVD réalisé dans le cadre du projet *Ados-Zoom sur la consommation* et qui vise à sensibiliser les jeunes de niveau secondaire aux divers enjeux en matière de consommation.



Le Service de l'efficacité énergétique

Par l'entremise de son programme d'intervention *Éconologis* et de son programme payant *Énergivisez* qui est présentement en voie de développement, le Service de l'efficacité énergétique offre des visites aux ménages désirant économiser de l'énergie afin de réduire leurs factures d'électricité et de chauffage.

- Dans le cadre d'*Éconologis*, un programme d'intervention en efficacité énergétique pour ménages à budget modeste, le Service de l'efficacité énergétique a fait 695 visites chez des ménages montréalais. Des travaux de calfeutrage et des conseils personnalisés ont permis à ces ménages d'économiser et d'améliorer leur confort à la maison.
- Nous avons participé à plusieurs comités de travail, notamment avec Hydro-Québec, le Regroupement des technologies en habitation du Québec (RTHQ), l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec (AEE) et le Fonds en efficacité énergétique (FEE).
- Nous achevons la mise au point d'un programme payant d'intervention résidentielle en efficacité énergétique offert aux ménages à revenu moyen et élevé. Grâce à ce programme baptisé *Énergivisez*, les personnes qui ne sont pas éligibles au programme *Éconologis* pourront bénéficier des conseils de nos experts ainsi que de certains services (pose de produits de scellement et d'isolation, de thermomètre/hygromètre et autres). Le lancement du service aura lieu à l'automne 2007.



L'équipe

Option consommateurs compte sur une équipe de personnes dynamiques et compétentes qui se partagent les dossiers et les tâches administratives.

Michel Arnold, directeur général
Marie-Josée Bonneau, secrétaire-réceptionniste
Sandra Vaillancourt, adjointe à l'administration
Jannick Desforges, avocate, responsable du Service juridique
Marie-Hélène Beaulieu, avocate, conseillère juridique
Stéphanie Poulin, avocate, conseillère juridique
Caroline Arel, avocate, responsable du Service budgétaire
Karine Robillard, avocate, conseillère budgétaire
Élyse Thériault, avocate, conseillère budgétaire
Dominique Gervais, avocate, conseillère budgétaire
Myriam Chagnon, conseillère au Volet jeunesse
Claire Harvey, rédactrice en chef du Service d'agence de presse
Danielle Charbonneau, coordonnatrice du guide Jouets
Jacinthe Lauzon, rédactrice du guide Jouets
Guylène de Mascureau, gestionnaire de l'information
Geneviève Reed, responsable du Service de recherche et de représentation
Nalini Vaddapalli, avocate, analyste du dossier agroalimentaire
Olivier Bourgeois, analyste du dossier énergie
Jean-François Vinet, analyste du dossier services financiers
Sébastien Langlois, responsable du Service de l'efficacité énergétique
Isabelle Catafard, agente de promotion en efficacité énergétique
Lisa-Marie Hein, conseillère en efficacité énergétique
Chantal Lemieux, conseillère en efficacité énergétique
Hamza Lakrout, technicien en efficacité énergétique
Christina de Melo, technicienne en efficacité énergétique



Le conseil d'administration 2006-2007

Au 31 mars 2007

Président

Yves Munn

Vice-présidente

Nathalie Rech

Secrétaire

Michel Presseault

Administrateurs

Frédérique Tessier
Richard Touchette
William McCausland

Ex-officio

Michel Arnold
Sandra Vaillancourt

Simon Jean, CA
Comptable agréé

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Aux membres

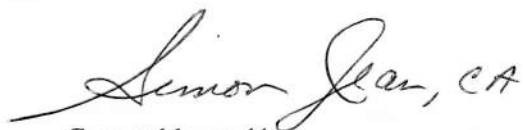
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal

Le bilan condensé et l'état condensé des résultats ont été établis à partir des états financiers complets de l'Association coopérative d'économie familiale du centre de Montréal au 31 mars 2007 et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard desquels j'ai émis une opinion sans réserve dans mon rapport daté du 11 avril 2007. Mon opinion indiquait que les états financiers complets donnent une image fidèle selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction de l'organisme. Ma responsabilité, en conformité avec la note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut canadien des comptables agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À mon avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, le résultats des activités et les flux de trésorerie de l'organisme, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Les chiffres montrés pour fins de comparaison ont été vérifiés par un autre vérificateur.



Comptable agréé

Sainte-Julie, le 11 avril 2007.

424, rue de Picardie Sainte-Julie (Québec) J3E 1C5
Téléphone : (450) 922-2656

simon.jean@videotron.ca
Télécopieur : (450) 922-6074


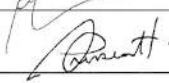
Rapport annuel 2006-2007

ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTREAL
 BILAN CONDENSE
 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	106 579	
Placements	2 018 330	349 376
Débiteurs	146 705	665 163
Frais payé d'avance	12 792	13 796
	<u>2 284 406</u>	<u>1 028 335</u>
Placements		750 000
Immobilisations	<u>13 135</u>	<u>18 428</u>
	<u>2 297 541</u>	<u>1 796 763</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Découvert de banque		95 339
Créditeurs	131 657	183 833
Apports reportés	985 455	1 148 952
	<u>1 117 112</u>	<u>1 428 124</u>
AVOIR DES MEMBRES		
Parts sociales	<u>2 344</u>	<u>2 386</u>
AVOIR DE LA COOPÉRATIVE		
Actifs nets	<u>1 178 085</u>	<u>366 253</u>
	<u>2 297 541</u>	<u>1 796 763</u>

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS
 ÉVENTUALITÉ

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL


 Yves Munn, président

 Michel Presseault, secrétaire

Rapport annuel 2006-2007

ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTRÉAL

RÉSULTATS CONDENSÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
PRODUITS		
Centraide	119 145	141 645
Subventions		
Gouvernement du Québec		
Secrétariat à l'action communautaire autonome	67 115	65 115
Emploi-Québec	7 653	2 475
Fonds régional d'investissement jeunesse	500	10 000
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	15 721	
Autorité des marchés financiers	34 400	
Gouvernement du Canada		
Industrie Canada	202 400	398 600
Santé Canada	24 727	100 280
Secrétariat à l'alphabétisation	56 000	26 500
Placement Carrière Été	2 461	2 767
Municipalité		
OMH Kativik	19 624	
	430 601	605 737
Opérations		
Contrats de services		
Efficacité énergétique	208 779	205 731
Agence de presse	45 650	29 434
Autres	53 988	144 216
Représentation nationale	155 870	
Régie de l'énergie	2 046	75 190
Cotisations	2 794	3 382
Cours et formation	1 824	9 052
Guide des jouets	68 156	58 661
Indemnisation	1 065 407	179 580
Revenus de placements	55 309	13 752
Dons	2 103	23 297
	1 661 926	742 295
Total des produits	2 211 672	1 489 677

Rapport annuel 2006-2007

RÉSULTATS CONDENSÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
CHARGES		
Salaires et charges sociales	899 506	809 486
Représentation nationale	42 887	
Formation et perfectionnement	2 163	2 674
Télécommunications	7 887	8 734
Poste et messagerie	5 811	10 163
Frais de bureau	22 021	14 550
Assurances et cotisations professionnelles	17 497	19 286
Guide des jouets	4 344	4 158
Entretien et location d'équipement	4 459	3 247
Honoraires professionnels	166 952	237 649
Impression et photocopies	14 295	72 905
Déplacements et représentation	38 867	39 395
Abonnements et documentation	2 505	5 770
Location des locaux et frais connexes	74 239	60 479
Taxes à la consommation	52 925	36 345
Matériaux et accessoires	35 353	38 437
Intérêts et frais bancaires	1 561	1 498
Amortissement des immobilisations	6 568	10 716
	1 399 840	1 375 492
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	811 832	114 185



2120, rue Sherbrooke Est, bureau 604 Montréal (Québec) H2K 1C3